

pression que la dernière chose qui les intéressait était d'être rémunérés en biens matériels. Ce qu'ils voulaient, c'était en quelque sorte une rétribution esthétique. C'est ce qu'ils ont à présent. Cependant, il me semble que ce que souhaitent vraiment tous nos jeunes, c'est d'être en mesure et d'avoir la possibilité de s'épanouir dans leur vie professionnelle. L'idée émise dans la motion et l'hypothèse échafaudée aujourd'hui reviennent à dire qu'il s'agit d'un problème immédiat et de quelque chose qui découle précisément de la politique de restrictions du gouvernement, et que tout cela aura une fin dès que la situation s'améliorera. C'est là une thèse fallacieuse; cela ne se passera pas comme ça.

Les députés, en revoyant simplement l'Histoire, constateront que lorsqu'une société devient plus raffinée, le premier groupe où se manifestent des problèmes est celui dont l'âge va de 16 à 25 ans. Pourquoi donc? Parce que lorsqu'une culture, une entreprise économique devient plus complexe, ceux qui détiennent le pouvoir ont des droits acquis. Mettons cela en termes clairs et nets. Nous en sommes maintenant au point où, dans l'entreprise économique un jeune n'apprend pas automatiquement à démonter et remonter une voiture. Il peut s'intéresser vivement aux automobiles, être très doué pour la mécanique, mais il n'ira pas plus loin sans avoir été apprenti, ouvrier spécialisé et en fin de compte il lui faudra adhérer à un petit syndicat bien fermé, une organisation créée pour la protection de ceux qui ont des droits acquis. Ainsi, avec le temps, il obtiendra du travail à temps partiel et s'il persévère beaucoup il en obtiendra davantage, puis, après sept ou huit ans, lorsqu'il aura 26, 27 ou 28 ans, il deviendra membre à part entière de ce petit organisme bien fermé. Toute société a ses petites cliques fermées.

Il y a quelques années, il n'était pas difficile de devenir avocat. Il suffisait d'être clerc dans une étude d'avocats et après un certain temps, on était reçu avocat. A l'heure actuelle, il faut avoir d'excellentes notes dans chaque sujet élaboré par une association professionnelle d'avocats avant même de recevoir une formation. On ne peut devenir médecin en devenant apprenti coiffeur et ainsi de suite. Toutes ces structures sont établies dans notre société à l'intention de ceux qui ont des pouvoirs acquis et il faut beaucoup de temps avant de les acquérir. L'automatisation entre en jeu et empêche les jeunes gens de se trouver un emploi sur-le-champ. C'est alors qu'ils deviennent frustrés. Que doivent-ils faire? Bien entendu, ils peuvent faire des études plus poussées. C'est une façon qui nous est offerte de retarder le placement des jeunes gens. En recevant une instruction plus poussée, ils ne perdent pas de temps en attendant que la situation économique nous permette de leur trouver un emploi. On présume que si nous pouvons régler le problème immédiat et urgent, des perspectives s'offriront à tous les jeunes. Cela n'arrivera pas, car chaque innovation industrielle, chaque métier et chaque industrie en se perfectionnant de plus en plus exige de moins en moins de main-d'œuvre.

• (5.40 p.m.)

Nous aurons donc un mal fou à garder les gens au travail, même ceux qui ont des droits acquis. En parlant de droits acquis, je ne me place pas dans l'optique capitaliste, je veux parler simplement d'une situation, d'un emploi ou d'une vocation. Les titulaires ont alors les

mêmes problèmes car on les presse de se retirer beaucoup plus tôt. Ils pourraient travailler plus longtemps, mais une pression s'exerce sur eux de part et d'autre. Dans la grande catégorie des 16 à 25 ans, la situation devient de plus en plus difficile. Alors, que ferons-nous? Au cours de l'histoire, on a toujours rempli le vide en avisant au plus urgent. Autrement dit, au cours des siècles et même des millésimes, le problème principal a toujours été la défense militaire, et c'est à cela qu'on a employé ces groupes. Au début, l'économie était agraire, puis elle est devenue commerciale et industrielle: en tout temps elle a dû faire face au même problème et la solution a toujours été le service militaire. C'est ce que nous avons entendu aujourd'hui de la bouche du député qui vient de reprendre son siège. Traditionnellement, la défense constituait le problème le plus pressant; en d'autres termes, il était urgent de dépenser des fonds pour l'entretien de ce groupe. Il faut alors se demander si la solution se justifie aujourd'hui. La proposition peut avoir son mérite. Suivant un rapport récent du département d'économie des États-Unis, plus de 63 p. 100 des Américains sont employés à un travail non productif, c'est-à-dire dans le secteur tertiaire. On veut parler des emplois concernant la gestion, la publicité et la vente, ainsi que des travaux d'architecture et de génie. Des 37 p. 100 qui restent, vous soustrayez le nombre de chômeurs, 7 p. 100, et si vous tenez compte de l'élément agricole, vous aboutissez à une proportion encore plus réduite de gens engagés dans le domaine industriel. Si les Américains en sont venus à une situation aussi satisfaisante, c'est qu'ils ont considéré les gens des autres pays comme bons à couper le bois et à puiser l'eau.

C'est nous, Canadiens, qui comblons ce vide pour les Américains, c'est-à-dire qu'au lieu de chercher des matières premières comme naguère, nous montons à l'échelon supérieur et nous nous occupons de la transformation. Nous nous livrons même à la fabrication, mais nous laissons aux secteurs plus évolués de l'économie des États-Unis le soin de la direction. Nous sommes tous heureux à l'heure actuelle des emplois attribuables à l'Accord canado-américain sur l'automobile. Mais on ne réussira pas pour autant à employer tous les jeunes gens ni à résoudre le problème. Je signale à l'éminence grise, au gouvernement, que pour résoudre le problème, il nous faut prévoir, tenir compte des leçons de l'Histoire mais se préoccuper de ce qui presse le plus de nos jours. La défense n'entre pas en ligne de compte, en ce qui concerne le Canada. Sur le plan réaliste, il ne saurait être question de vouloir édifier un appareil militaire pour défendre notre pays. De gré ou de force, force des circonstances, nous sommes déjà engagés dans un programme conjoint de défense sous l'égide des États-Unis. C'est un fait et que nous prenions nos désirs pour des réalités ou versions dans la nationalisme, nous n'y changerons rien.

Nous pourrions néanmoins modifier la structure militaire pour répondre au problème le plus actuel et le plus urgent qui soit, la pollution. Il remplace actuellement l'ancien problème de la défense militaire. Demandez à n'importe quel Canadien quel est le problème le plus urgent de nos jours, la défense du pays ou la pollution; on vous répondra j'en suis sûr que c'est la pollution. Pourquoi alors ne pas modifier toute notre structure militaire de façon à résoudre le problème? Beaucoup de nos établissements militaires sont vacants actuellement et nos